

REPUBLICQUE DU SENEGAL  
REGION DE CASAMANCE  
GOUVERNANCE

C 83

14.100 COM  
L'POE

Ministère du Développement  
et de l'Hydraulique  
**SOMIVAC**  
Unité de Planification  
B.P. 175 — ZIGUINCHOR

COMITE REGIONAL DE DEVELOPPEMENT  
SUR LE V<sup>e</sup> PLAN  
DE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET SOCIAL  
DE LA CASAMANCE

SEANCE SPECIALE DU 22 JUIN 1978  
SOUS LA PRESIDENCE DE MONSIEUR  
LE PREMIER MINISTRE DU GOUVERNEMENT  
A ZIGUINCHOR

14.100 COM

83



I N T R O D U C T I O N  
-----

S.P. 175 — ZIGUINCHOR

Il y a presque un an, le V° Plan quadriennal de Développement Economique et Social de la Région de Casamance, a été adopté et mis en application.

Les principes de base qui ont présidé à son élaboration ont été enrichis par l'expérience de seize ans de planification au cours desquels des progrès certains ont été réalisés dans la méthodologie.

C'est ainsi que nos différents projets ont été identifiés à la suite d'un échange permanent entre la Région et le niveau national.

Cette nouvelle démarche conforme à notre génie a été très appréciée par la Commission régionale de Planification.

Notre Commission Régionale de Planification a marqué son adhésion à cette nouvelle démarche en proclamant que "depuis que la planification du développement économique et social est de rigueur au Sénégal, ce n'est qu'au cours de la période du V° Plan qu'un effort de véritable régionalisation du plan a été fait.

Avec le V° Plan, l'espoir né au cours du IV° Plan ne s'est ni estompé ni amoindri. Nous gardons l'espoir de voir la participation des instances régionales et locales confirmée et renforcée dans le processus d'élaboration du plan.

La Commission Régionale avait aussi insisté en demandant que la participation régionale ne se limite pas seulement à l'élaboration des projets et qu'elle devrait aller plus loin en permettant :

1°) - le contrôle et le suivi effectifs des actions sur le terrain - ceux-ci ne seront possibles que si la teneur exacte des projets (objectifs - moyens à mettre en oeuvre devis ect) est connue d'avance des services régionaux.

2°) - la décentralisation du financement, l'idéal étant dans ce domaine, que toutes les opérations que comporte l'instruction des devis et mémoires de financement et qui, en général, retardent l'alimentation des caisses d'avance puissent se faire au niveau régional.

Quant aux fonds eux-mêmes, ils devraient tout au moins en ce qui concerne le budget d'équipement, être mobilisés directement au niveau de la Région. On constate

I  
B I L A N   S O M M A I R E   D E   L ' E X E C U T I O N

---

DU   I V   P L A N   D E   D E V E L O P P E M E N T   R E G I O N A L

---



4.

Les actions réalisées au cours du IV<sup>o</sup> Plan dans la Région de Casamance ont été plus qu'encourageantes.

Il faut en effet, se rappeler la conjoncture difficile, économique, financière et monétaire qui a marqué la période d'exécution du IV<sup>o</sup> Plan.

Un rappel succinct des résultats globaux peut donner une idée plus concrète.

L'accent a été mis sur le développement rural et l'Hydraulique.

Les prévisions du IV<sup>o</sup> Plan ont été atteintes en moyenne à 85 % pour les mils, l'arachide, le coton, le maïs.

C'est au cours du IV<sup>o</sup> Plan que notre pays a battu les records des rendements pour le coton en enregistrant les meilleurs rendements coton/graine de l'Afrique de l'OUEST, en culture sous pluies.

- les études d'aménagement des terres de Mangrove ont été menées à leur terme.

- avec les projets des Eaux et Forêts, une vaste opération a été réalisée avec la mise en place des projets PNUD et CANADIEN.

- Le sous secteur Pêche a entrepris l'étude et la réalisation du projet pilote d'Elinkine qui amorce un vaste programme de pêche sur nos côtes.

- des études très poussées pour l'installation d'une chaîne de froid ont été réalisées.

Dans le secteur secondaire des progrès importants pour les télécommunications et l'électrification des villages de Marsassoum, Thionck-Essyl. L'O.P.T. a, par une marche forcée, amélioré les liaisons entre Ziguinchor et l'extérieur et même avec les autres continents.

- une nouvelle usine d'égrenage coton a été réalisée à Kolda.

Dans le secteur tertiaire

- des hôtels nouveaux, des campements touristiques.

Etude aménagement touristique de la Basse Casamance terminée.

### RESUME SUCCINCT

#### Agriculture

étude des termes de référence des barrages de Gaïla-Kamebeul

études déposées pour les barrages de Bignona-Soungrougrou

étude de factibilité.

Accord de financement pour les barrages de Guidel et Nyassia  
création de la SOMIVAC.

progrès important pour l'intervention de la SODAGRI.



Projet riz moyenne Casamance réalisé.

Projet riz Sédhiou II ~~terminé~~.

Riz Casamance continentale terminé

Pidac réalisé

amorce et réalisation projets USAID sur maraichage

Forêts de Casamance 750.000 ha inventoriés

Reboisement Tecks gnéline

895 ha réalisés sur 1 660 ha.

Pêche : études d'implantation de la base d'Elinkine et Kafountine terminées.

Energie : études extension usine électrique terminées

Tourisme : Hotel Diola terminé

Hotel SOCITOUR MONSOP terminé

Hotel SOCITOUR NEMA terminé

3 campements touristiques Enampor - Raïla - Thionck-Essyl terminés.

Infrastructures transports

- Pont de Ziguinchor réalisé à 90 %

- Pont sur la Kayanga terminé

Route terminée sur la Kayanga en latérite

- Bacs sur la Casamance 3 bacs de 50 T RFA terminé.

accord pour le financement des routes.

Pont de Niambalan : réalisé à 90 %.

- Ziguinchor - Cap-Skirring      financement ou préfinance-
  - Kolda - Vālingara                      ment obtenus
  - Vālingara - Tambacounda
- début des travaux Bignona - Séléty.

#### Télécommunications

Installation faisceau hertzien Thiès - Ziguinchor  
Centre d'émission Radio Ziguinchor 20 KW  
Aérodrones de Ziguinchor et du Cap Skirring.



II

LES OBJECTIFS DU V° PLAN REGIONAL

---

## II LES OBJECTIFS DU V° PLAN

En partant des priorités retenues qui peuvent être résumées ainsi :

- accélération de la réalisation des projets par la maîtrise des facteurs de production et notamment l'eau.
- diversification agricole - extension des cultures de consommation locale pour une autonomie alimentaire, notamment la quantité et la qualité vivrières.
- valorisation avec l'accent sur l'agro-industrie au fort taux de valeur ajoutée donc :
- fixation sur place d'une main d'oeuvre jeune.
- effort en direction de la femme.

Le V° Plan Régional a exprimé aussi les préoccupations d'une région qui va vers la réforme et qui, confiante en ses potentialités, préconise les moyens, financiers et humains pour assumer toutes ses responsabilités économiques.

C'est ainsi qu'il s'est fixé les objectifs suivants :



A - OBJECTIFS V° PLAN 1980/1991

Arachides	base	125 000 T	158 000 T
Huilerie	Rdts	1 042 T ha	1 200 kg ha
Mil et sorgho	base	82 000 T	100 000 T
	Rdts	863 T ha	1 T ha
Coton	base	16 000 ha	22 500 ha
Maïs	base	15 000 T	43 000 T
Arachides de B	base	1 700 T	2 200 T
Niébé	de 1 300 ha	à 1 500 ha	
Manioc	de 2 900 ha	à 3 200 ha	
riz	de 65 ha	à 75 ha	
	Rdts de	1 T 3	à 2 T
Production de 85 000 T à 153 000 T			
dont 25 000 T pour SODAGRI.			

Produits maraichers et fruitiers

perspectives : usine fruits - production légumes en expansion.



S'agissant du riz, les objectifs seront examinés par sous zones.

1°) Casamance Maritime      Objectif 1980 - 1981

Barrages.

	Projets	Rendement global
Myassia Guidel	6 000 ha	15 000 T
Bignona	30 000 ha	7 500 T
Soungrougrou	1 000 ha	2 500 T

en actions additionnelles d'extension et de production.

1° PIDAC (Projet Intérimaire de Développement de la Casamance) de 2.000 ha actuellement à 5 000 ha avec une production additionnelle de 6 000 tonnes.

2°) - Moyenne Casamance

Sédhiou II d'une superficie initiale de 5 000 ha ( 17 000 tonnes de riz) a une superficie additionnelle de 14 800 ha et 34 000 tonnes de riz.

3°) - Haute Casamance

SODEFITEX : d'une production initiale en culture irriguée et en culture pluviale de 30 ha et 3 000 ha soit 120 et 8 700 tonnes de riz, à une production additionnelle en 1980 - 1981 de 2 000 ha et 16 000 tonnes de riz.

En culture traditionnelle de 55 000 ha pour 55 000 tonnes à une production additionnelle de 44 000 T soit 35 000 ha au rendement qui passe de 1 T à 1,5 T ha.

SENERIZ qui doit intervenir en cours de plan doit mettre en valeur 5 000 ha pour un objectif de 25 000 T au total le V° Plan prévoit de passer de 84 820 T de production base IV° Plan à 153 000 T en 1980-1981.

AUTRES PRODUCTIONS

Maïs : De 15 000 ha à 20 000 ha soit avec l'amélioration des rendements de 1 000 à 1 700 ha, d'une production initiale de 20 000 T à 43 000 T.

Arachides de Bouche de 2 700 ha à 3 000 ha soit en production de 1 700 T à 2 200 T.



Coton/Céréales

Coton	24 000 ha	53 550 T
Maïs mils et sorghos	13 440 ha	27 750 T

Pour atteindre ces objectifs quels sont les moyens mis en place ?

Parmi les moyens préconisés pour changer le milieu rural, le V° Plan régional s'appuie sur trois axes principaux.

- 1°) - les structures
- 2°) - les techniques
- 3°) - la maîtrise de l'eau.

I Les structures les sociétés d'intervention.

Si le V° Plan a repris à son compte parmi ses projets prioritaires la maîtrise de l'eau avec les différents barrages qui ont été retenus, la mise en action a conduit à la création de la Société de Mise en Valeur de la Casamance (SOMIVAC) organe principal et pièce maîtresse pour le développement de la région.

- La création de cette société répond au besoin
- d'une définition plus claire des services intervenant en milieu rural.
  - d'une meilleure coordination des actions
  - d'une harmonisation des techniques d'intervention
  - d'assurer un suivi et un contrôle plus stricts des réalisations.

L'objectif général de la SOMIVAC est d'assurer un développement optimal par intégration d'un certain nombre d'activités de production.

La SOMIVAC a entière autorité sur toutes les opérations agricoles quelque <sup>soit</sup> le type d'assistance technique et s'articule autour de la Mission Agricole Chinoise du projet rural de Sédhiou (PRS), du Pidac et de la SODAGRI.

Ainsi le V° Plan de développement économique et social se préoccupe-t-il pour la région de Casamance, des lignes de force suivantes :

- Elévation du niveau de vie
- Amélioration des conditions Economiques et sociales des populations pour répondre positivement aux exigences des communautés soucieuses d'exercer elles mêmes la gestion des affaires locales et régionales par une autosuffisance alimentaire et une diversification des sources de revenus.

## 2°) - Les techniques

- Développement rapide des secteurs à effets d'entraînement multiples
- intégration des secteurs
- transformation et valorisation sur place des produits agricoles.
- Modernisation de l'Agriculture

- exploitation moderne de l'Elevage et de la Pêche
- protection des forêts
- x développement du secteur primaire
- désenclavement-
- action des projets Equipement - intensification
- x barrages et irrigations
- promotion de la jeunesse par la mise en oeuvre des projets d'installation et d'implantation, d'exploitation agricole de fixation.
- Amélioration et équilibre alimentaire
- Promotion de l'Education et de la Culture
- Allègement du fardeau domestique de la Femme de Casamance
- Equipement domestique et agricole
- encadrement
- Accueil et garderies d'enfants
- Amélioration nutritionnelle.
- Soins médicaux
- Protection sanitaire
- Alphabétisation fonctionnelle au niveau des projets et des coopératives par la Coopération et la SOMIVAC.

### 3°) - La Maîtrise d'Etat

Les barrages d'après les études préliminaires déjà réalisées les objectifs sont aussi définis :

Superficies totales 38 400 ha  
dont 75 700 ha de vallées aménageables derrière les barrages.

Les actions retenues sont les suivantes :

- barrages de Bignona 11 700 ha dont 800 ha salés  
3 555 millions
- Barrages de Baïla 34 500 ha dont 25 000 ha études  
500 millions.
- Kamebeul 31 600 ha dont 24 000
- Nyassia-Guidel 2 700 ha dont 16 000 salés 2,059 millions
- Soungrougrou 17 900 ha dont 17 000 ha salés études  
45 millions

Il est possible de construire des ouvrages plus modestes à des coûts beaucoup moins élevés sur les innombrables "bolons" de basse Casamance notamment à

- Banghagha, Tobor, Djiguinoune, Sindone
- Koutalan.

À ce sujet deux actions sont inaugurées par le PIDAC et par la Mission Chinoise.

Une troisième action multiple fait l'objet du projet intégré des "Kalounayes".

Les objectifs ainsi définis, les moyens institutionnels créés, quels sont les moyens financiers retenus pour la réalisation des projets? Nous les examinerons par secteurs et sous secteurs ;



a) - <u>Secteur Primaire</u>			
- Agriculture	12 965		
- Elevage	1 323		
- Eaux et forets	1 241		
- Pêche	4 466		
- Hydraulique	570		
	<hr/>		
	20 574		
b) - <u>Secteur secondaire</u>			
- Energie	54 M		
- Industrie mines	5 165		
c) - <u>Secteur tertiaire</u>			
- Artisanat	530		
- Commerce	30		
- Tourisme	2 685	15 485	
- Transport			
- Routes télécom.	11 150		
- ect...			
d) - <u>Secteur quaternaire</u>			
- Urbanisme	1 292		
- Habitat	821		
- Hyd. Urba.			
- Assainissement	289		
- Santé	545		

- Education	2 148	
- Promotion Humaine	338	6 433
- Jeunesse	299	
- Information	601	

ETUDES ET RECHERCHES 2 491

Total tous secteurs 50 145

III

EXECUTION DU V° PLAN REGIONAL

---

L'exécution du Plan peut être perçue à deux niveaux

1°) - Niveau national

Le Ministère du Plan et de la Coopération estime que 34 % du financement du V<sup>o</sup> Plan National sont acquis et mobilisés :

- 139 milliards de F CFA sur 408 prévus dont 117,5 sur financement externe (85 %)

21,5 sur financement interne (15 %)

Le taux d'exécution atteint au 1er janvier 1978 est de 6,3 %

- 25,7 milliards d'investissement sont réalisés et payés dont 16,4 sur financement externe (64, %) et 9,3 sur financement interne 36 %

Les niveaux d'engagement par grands secteurs sont chiffrés à :

- primaire	40 milliards	29 %
- secondaire	23 milliards	16,5 %
- tertiaire	57 milliards	41,0 %
- quaternaire	19 milliards	13,5 %



Les taux d'exécution par secteur sont donc de :

- 4,2 % pour le secteur primaire
- 7,4 % pour le secteur secondaire
- 12,8 % pour le secteur tertiaire
- 2,8 % pour le secteur quaternaire.

2°) - Niveau régional

I Secteur primaire

a) - Agriculture : les prévisions 1977/1978 sont de 3 683 et concernent 12 projets dont les principaux suivants :

1°) - Projet rural de Sédhiou 707 M

projet de Développement intégré de Casamance 60 M

La Sodéfitex 180 M

Nyassia Guidel 1 265 M

Somivac 100 M ?

### REALISATIONS

Le projet rural de Sédhiou.

La deuxième phase 1976/1979 qui concerne le M° Plan a un coût global de 3 355 millions Francs couvert en partie conjointement par la BIRD et la CCCE respectivement pour les montants suivant :

BIRD 1 420 000 000 F CFA

CCCE 710 000 000 F CFA

2 130 000 000 FCFA

Le complément est financé par le Budget National.

Objectifs : dans sa première phase le projet devait promouvoir le développement agricole intégré des populations rurales du département de Sédhiou. Le but principal à atteindre était l'autosuffisance alimentaire.

La deuxième phase du PRS prévoit :

- l'encadrement en 4<sup>e</sup> année du projet (1979) de 7 400 familles pouvant produire :
- 25 221 T de paddy sur 11 805 ha
- 11 000 T de mil sur 8 235 ha
- 7 512 T de maïs sur 3 060 ha
- 899 T de coton sur 725 ha.

Les objectifs qui sont la reconduction de ceux de 1976 constituent ceux de l'année I du PRS.

Les réalisations : les actions de contre saison/ concernent  
5 615  
actifs dont 2 515 hommes et 3 100 femmes réparties dans 102 villages.

production 2 424 tonnes sur 623 ha soit un rendement moyen de 3,92 ha contre 2,48 en 1976.

Les superficies en contre saison ont représenté 11 % des surfaces cultivables pendant l'an I du projet.

La production de contre saison est 15 % de celle de la campagne d'hivernage.

Ces chiffres étaient en 1976 de 7 % et 8 % respectivement.

Le recensement en avril indiquait un nombre de volontaires de 46 079 regroupés dans 7 219 exploitations réparties entre 500 villages qui devaient emblaver 26 854,10 ha (toutes cultures comprises) contre 24 587 ha prévus.

### Difficultés

Il ne sera cité ici que les principales qui sont les insuffisances du rapport d'évaluation : les coûts des investissements ont été sous-estimés ou même omis les effets de l'inflation qui a réduit les capacités d'investissement.

La lenteur des procédures d'appel d'offres pour les marchés importants et celle des procédures de renouvellement des Caisses d'Avances pour le fonctionnement du projet.

Ces difficultés ont eu pour conséquence la non réalisation des objectifs en matière d'investissement surtout ;

- l'équipement du Crédit IDA avant la 5<sup>e</sup> année du premier projet.

Ce qui explique le démarrage du deuxième projet en 1976.

Sur le plan technique les difficultés résident :

dans l'insuffisance des données existantes en matière d'études des vallées pour les aménagements, ce qui explique la non réalisation des objectifs dans ce domaine.

- la connaissance insuffisante de l'exploitation agricole paysanne.
- le non déssouchage de la plupart des terrains cultivés qui limite l'emploi rationnel du matériel de culture attelée.

## 2°) - LE PIDAC

Le Pidac couvre la Basse Casamance (Département de Bignona, Ziguinchor, et Oussouye).

Les deux premières phases sont financées avec les reliquats des Crédits de l'OPR/SATEC et de l'ILACO qui est une société Hollandaise) ; la 3ème phase par le Budget d'Equipement (loi-programme sur l'alimentation). Le financement UNSO est attendu.

OBJECTIFS : Le Pidac a comme objectif principal l'encadrement du monde rural en vue de la promotion de la riziculture.  
Son action porte donc sur la vulgarisation des techniques modernes d'Agriculture.



Il a encadré 4 020 paysans qui ont réalisé

	Superficies (ha)	production T
Riz	1 706	4 266
Arachide	374	535
Mil	108	129

Il a réalisé 8 petits barrages écluses et 24 déversoirs permettant une maîtrise partielle des eaux de pluies. 3 magasins de stockage.

et appuyé la réalisation par les paysans de :

- 213 km de digues de protection des vallées.
- 36 magasins villageois.

3°) - La Mission Agricole Chinoise (MAC)

A l'heure actuelle son intervention ne touche que le Département de Ziguinchor et la partie Sud du Département de Sédhiou.

**OBJECTIFS** Il s'agit du développement de la riziculture, la vulgarisation de techniques modernes de riziculture (semences sélectionnées, fumures minérales, mécanisation etc...), (aménagement hydro-agricoles), le développement de la culture maraîchère, l'amélioration de la Maîtrise de l'eau (aménagements hydro-agricoles)

Les objectifs de la MAC concernaient l'encadrement de :

- 3 000 ha de riz en hivernage
- 280 ha de riz en contre saison
- 35 ha de cultures maraîchères.

### REALISATIONS

#### A - Développement de la riziculture

##### a) - En agriculture

##### 1°) - Riziculture

Riz pluvial 3 800 ha pour 11 097 Tonnes de paddy par  
4 209 familles encadrées soit 22 544 paysans.

Riz de contre saison 266 ha pour 842 T de paddy

2°) - En maraîchage la MAC a encadré 636 familles pour  
32,5 ha.

#### B - Vulgarisation des techniques

La Mission Agricole Chinoise a mis en vulgarisation un lot de 4 tracteurs et 23 motoculteurs pour la préparation du sol. Le Coût de la location était de 4 500 F l'ha. Cette opération a été très appréciée par les paysans et est à l'origine du succès de la Mission Chinoise en milieu paysan.

C - Maîtrise de l'eau En aménagements hydro-agricoles, la Mission Agricole Chinoise a réalisé.

0,5 ha aménagés pour la double culture dans le département de Ziguinchor.

1 barrage écluse pouvant influencer 200 ha de rizière à

Simbandi dans le département de Sédhiou. Elle réalise actuellement un deuxième barrage à Diagno.

- Un autre projet de barrage, important est celui de Nyassia-Guidel.

Au 14 janvier 1978, l'Agence Canadienne de Développement International (ACDI) a manifesté son intérêt pour le financement des aménagements hydro-agricoles de Nyassia-Guidel.

- Une nouvelle Mission conjointe BAD - ACDI a séjourné dans notre Région au cours du mois de Mai.

Le schéma de financement est très approximativement monté de la façon suivante :

BAD	24 %
ACDI	41 %
SENEGAL	35 %

Notons la participation assez importante du Sénégal 35 % alors que pour les autres projets elle évolue autour de 18 à 20 %. Elle nous paraît donc assez élevée et nous l'avons souligné à la Mission.

#### LE COUT DU PROJET

- En devises	894 M,4	dont BAD	416
/		ACDI	478,4
- Coûts locaux	BAD	52	
	ACDI	314,500	
	SENEGAL	683 M 100	

Les éléments, d'appréciation très relative obtenus au cours de la séance de travail que nous avons eue, situent les débuts des travaux en Septembre 1979.

4°) - LA SODEFITEX

Prévision 1977/1978 : 180 M

OBJECTIFS Développement de la culture des plantes textiles particulièrement du coton.

Pour cette culture, l'action de la SODEFITEX va de l'encadrement du paysan pour la production à la commercialisation et à la transformation des produits.

A partir de la fin de l'intervention du PIDAC dans les Départements de Kolda et Vélingara en 1974, la SODEFITEX a intégré l'encadrement du riz dans ses activités.

REBLISATIONS : Campagne 1976/77

Coton : 18 100 ha            21 067 T

Riz        4 017 ha            7 829 T

Campagne 77/78 V° Plan.

Situation en mars

Coton : 23.305 tonnes 747

Exécution financière : niveau non encore précisé ?

- Une deuxième Usine a été réalisée à Kolda en 1977.

5°) - LE PROJET DES KALOUNAYES

Il s'agit d'un projet intègre qui a été étudié par les techniciens de la Région, ceux du Département de

Bignona avec l'appui d'experts des Travaux Publics, du Génie Rural et de la promotion Humaine.

L'étude qui a débuté en Février 1976 après votre passage dans les Kalounayes tend à mettre au frein à l'exode rural en réalisant plusieurs projets d'agriculture, d'élevage, de pêche, d'arboriculture.

Ce projet est également considéré comme le point d'appui privilégié du foyer d'enseignement moyen pratique et de l'action d'alphabétisation.

Il met en oeuvre des concours extérieurs et la contribution des populations qui en font leur affaire.

Il s'agit d'une expérience humaine exaltante à rentabilité économique et sociale élevée.

La Recherche du financement extérieur se poursuit dans de bonnes conditions.

B - ELEVAGE PREVISIONS 1977/1978 - 328 M.

REALISATIONS

7 projets dont les objectifs à atteindre sont :

- la protection sanitaire du cheptel.
- l'amélioration de la production animale
- l'exploitation rationnelle des produits animaux.

1°) - PROJET INTERVENTION

En faveur de l'Elevage en Casamance /

L'idée directrice de ce projet est l'intégration de l'Elevage à l'Agriculture. La programmation du projet et les études (FED) ont été faites au cours du IV° Plan. Le projet était conçu pour l'ensemble de la Région, mais le financement n'est trouvé pour le moment que pour un seul département, celui de Sédhiou, au niveau du PRS, grâce à une intervention de la Banque Mondiale. Il comporte essentiellement :

- une action "santé animale"
- une action zootechnique
- une action "amélioration et conduite rationnelle du troupeau"
- des actions spécifiques (renouvellement de l'équipement) - remise en état des centres avicoles et apicoles - assistance technique).

Le projet doit déboucher sur l'augmentation des effectifs et la qualité des animaux. Le type réel bovin ndama sera sélectionné, multiplié et diffusé pour, non seulement, une meilleure production de viande, mais également pour une bonne production de géniteurs pour l'exportation sur les pays ootiers.

1ère année du Plan	316 millions
2ème année du Plan	286 millions
3ème année du Plan	252 millions
4ème année du Plan	237 millions

Le projet a effectivement démarré au mois d'Avril 1977. Une année donc de réalisation effective.

2°) Projet : Développement de l'Elevage Ovin

C'est un projet qui est conçu également pour faire face aux besoins intérieurs et ultérieurement à la demande de l'exportation.

Ici, c'est la sélection du type ovin djallonkais, en multiplication et éventuellement son croisement avec des géniteurs "touabir" ou grand mouton maure afin d'améliorer son format et sa précocité. Il est prévu la construction de bergeries pour fournir un abri convenable aux animaux.

Coût du projet : 36 millions, annualisé comme suit :

1ère année du Plan	9 millions
2ème année du Plan	9 Millions
3ème année du Plan	9 millions
4ème année du Plan	9 millions.

Ce projet s'inscrit dans la loi-programme agricole et le financement est prévu en principe sur le budget national d'équipement.

Réalisation du projet amorcée au Plan IV au niveau CR7 de Kolda. Elle sera bientôt entreprise conjointement par la section Elevage du PRS II.



3°) - Projet : Développement de l'Aviculture

Démarrage effectif du projet au 4ème Plan par l'opération "Coq" qui a suscité beaucoup d'enthousiasme en milieu rural. La réalisation de ce projet se poursuit activement dans la région qui recèle beaucoup de débouchés de la production avicole.

4 Missions de financement USAID prévu au 5ème Plan, pour compter de la 2ème année du Plan.

L'annualisation du projet est fixée ainsi

2ème année du Plan	1 million
4ème année du Plan	3 millions

Le projet prévoit :

- la production de poussins au CNA de MBao
- l'accès au crédit bancaire
- des projets poulaillers collectifs dont 1 sont déjà réalisés dans la région et 2 en voie d'être financés.

4°) - PROJET DE DEVELOPPEMENT PORCIN en vue de

- la création de porcheries

a) - Urbaine à Ziguinchor

b) - Villageoises à Afiniam (département de Bignona)

" à Soutou " "

" à Oussouye (département de Oussouye)

" à Boukitingo (département de " "

- la diffusion de verrats large white.
- la dotation de prêts de campagne.
- Coût du projet : 30 millions à la 2ème année du Plan.

5°) - PROJET DE DEVELOPPEMENT DE L'Apiculture

Région à grande vocation apicole de par la densité de sa végétation, de la diversité des essences mellifères, de l'importance du réseau hydrographique et pluviométrique. Cette situation privilégiée dans le domaine apicole est très insuffisamment exploités par défaut de moyens matériels modernes d'exploitation.

Coût du projet, 75 millions à trouver, annualisé comme suit :

2ème année du Plan	50 millions
3ème année du Plan	22 millions
4ème année du Plan	3 millions:

Ce financement doit permettre :

- l'achat de ruchers villageois
- des prêts de campagne pour achat de matériel individuel et collectif.

110 tonnes de miel et 15 tonnes de cire facilement exploitables dans l'année.

5°) - PROJET - EQUIPEMENT DES FOIRAILS

Ce projet entre dans le cadre de l'exploitation rationnelle des productions animales.

12 millions de financement sont prévus pour la Casamance dont 3 millions en année 1 du Plan et 9 millions à la deuxième du Plan. le financement serait acquis à la CEAO - Aucun début de réalisation.

6°) - PROJET - ABATTOIR REGIONAL DE ZIGUINCHOR

Prévu également dans le cadre de l'exploitation rationnelle de la production (traitement et conservation de la viande - Récupération et valorisation des sous-produits). Projet au 4ème Plan reporté au V° Plan. Financement de 75 millions dont 39 millions à la 2ème année du Plan et 36 millions à la 3ème année du Plan. Financement soumis à la RFA et à la CCCE.

C - EAUX ET FORETS

Prévisions 1977/1978 31 M.

- lutte contre les feux
- protection des forets
- massifs péri-urbains.

REALISATIONS

- Opération Teck et Gmelina
- Opération lutte contre les feux
- Mise en valeur forêts Basse-Casamance

Le Sénégal possède actuellement 3 255,12 hectares de plantations de ses essences.

Cet acquis et l'intérêt économique et social qu'elles présentent ont fait que les plantations de Teck et Gmelina sont reconduites au V° Plan qui prévoit la réalisation de 1500 ha au rythme de 375 ha par an pour un coût global de 435M.

Ce projet n'a reçu de financement au budget d'équipement 1977/1978. Seuls 14 millions du Fonds Forestier national ont permis de continuer quelques entretiens et de réaliser :

- 120 ha de Tecks
- 4 ha de pépinière de Teck
- 3 ha de pépinière de Gmelina.

Le taux de réalisation de la première année est donc de 32 %, ce qui entraîne un retard accusé se répercutant forcément en 2ème année.

Nos prévisions en 1978 sont de :

- 200 ha de Gmelina
- 50 ha de Teck
- 5 ha de pépinière de Teck.

Le montant des crédits demandés au budget d'équipement 1978-79 est de 43 millions.

La technique de plantation du Teck et du Gnélina est parfaitement au point.

Les goulots d'étranglement constatés concernent :

- l'irrégularité et l'insuffisance du financement pour les plantations nouvelles : le volume des crédits accordés par campagne est toujours inférieur aux prévisions annuelles du Plan.
- Il n'est pas possible de faire une utilisation optimale des crédits qui sont sujets à des blocages intervenant en pleine campagne.
- Les opérations d'entretien qui constituent des charges récurrentes ne sont pas prévues au budget et sont effectuées en conséquence d'une façon incomplète.
- les salaires des manoeuvres employés au projet sont payés avec des retards excessifs qui violent la législation du travail. Il découle de cette situation des absentéismes fréquents, une baisse notable du rendement des travailleurs.

## 2°) - OPERATION PROTECTION FORESTIERE CASAMANCE

Ce projet consiste en la fourniture par le Canada.

- d'une assistance technique composée de quatre experts d'éducation populaire en vue de la prévention des feux, d'initiation des populations à l'utilisation des outils manuels.

- d'un équipement de combat des feux, comprenant des outils manuels destinés aux comités de villages, un équipement lourd pour la lutte préventive et la lutte active.

Les objectifs du projet sont :

à court terme :

- l'amélioration du système actuel de protection forestière par
- la motivation des comités de lutte et les populations actives à la lutte contre les feux
- l'élaboration et la mise en oeuvre de programme de formation et d'entraînement du personnel
- l'organisation de programme de lutte passive
- la conception et l'expérimentation des techniques de lutte.

à long terme :

- la mise sur pied d'un service national de protection des forêts contre les incendies/.

ETAT DE REALISATIONS DU PROJET

La partie canadienne dont la contribution s'élève à 995 000 dollars soit environ 230 millions fournis :

- Des outils manuels comprenant
- 612 haches
- 1124 pèles
- 1274 pompes manuelles
- 250 haches
- 200 seaux en toile.

De l'équipement lourd composé de :

- + 7 véhicules Ford pour déplacement et traction des citernes
- + 3 unités mobiles de lutte - type Tree Farmer équipées de citernes et lames dozer.
- + 2 remorques de 4 000 litres
- + 12 citernes autoportées d'une capacité de 1 350 litres
- + 12 motopompes.

La Contrepartie du Sénégal en personnel se compose :

- d'un (1) Ingénieur des Eaux et Forêts-Chef du projet
- deux (2) Ingénieurs des Travaux des Eaux et Forêts
- d'un (1) Agent Technique.

La contrepartie financière du Sénégal a connu de difficiles problèmes au départ :

Les inscriptions ont été les suivantes :

1ère tranche Fonds Forestier National	5 000 000
2ème tranche Fonds Forestier National	5 000 000
contre-partie Blé Canadien	<u>28 000 000</u>
au Total	38 000 000



Le projet a connu des retards dans son exécution au regard au décalage constaté dans sa mise en oeuvre effective. Il y a également des difficultés dues au fait que certains matériels utiles n'étaient pas prévus.

Ainsi l'on recommande :

1°) - La prolongation du projet :

Une durée de deux ans est trop faible dans un domaine où l'éducation est particulièrement importante ; c'est à dire que la prolongation du Projet de protection forestière de Casamance est indispensable pour une durée nouvelle de deux ans à partir de la fin de la première phase.

2°) Complément du matériel actuel disponible

La liste de ce matériel complémentaire a été dressée par l'équipe du projet et présentée à l'AC II.

En vue de la prolongation du projet, une inscription de 15 millions a été demandée au Budget d'équipement 1978/1979. Les sommes dégagées devront permettre :

- le paiement des salaires des porteurs et conducteurs d'engins.
- le paiement du personnel contractuel temporaire
- l'acquisition complémentaire du carburant
- l'acquisition d'équipement pour les brigades



### III OPERATION MISE EN VALEUR DES FORETS DE LA BASSE ET MOYENNE CASAMANCE

Le projet d'étude pour la mise en valeur des forêts de Basse et Moyenne Casamance entre dans sa V<sup>e</sup> et dernière année. Il a permis :

- L'inventaire de première phase de 250 000 ha de forêts en Basse et Moyenne Casamance.
- L'inventaire de 2<sup>e</sup>me phase de 500 000 ha en Moyenne et Haute Casamance ;
- La mise au point de certaines méthodes de conduite des plantations de Teck ;
- des essais sur des espèces locales et exotiques ;
- le fonctionnement d'une unité de valorisation des produits forestiers.

Pour permettre le fonctionnement du projet pendant sa dernière année, une inscription de 14 millions a été retenue au budget d'équipement 1977/1978 pour réaliser les actions suivantes :

- continuation d'opérations d'éclaircies et de dégagement ;
- la poursuite de l'entretien des plantations d'essai réalisées ainsi que la réalisation d'une nouvelle parcelle de 4 ha
- la poursuite des essais pare-feu.

A la suite de ces activités, le Gouvernement a demandé qu'un dossier de pré-investissement soit établi en vue de la création d'une Société de Mise en Valeur des Forêts de Casamance.

Ce dossier a été établi en Janvier 1977 et propose la mise en protection préventive de 8 500 ha de forêts an par l'établissement de 170 km de pare-feu (aménagé en pare-feu pastoral, fruitier et l'installation de 200 ha de reboisement/an en autonomie financière.

Les recettes de cette Société se trouveraient dans la commercialisation des bois (d'oeuvre ou de carbonisation) exploité en coupe rase dans les pare-feu ou en coupe sélective dans la forêt mise en protection (élimination des essences secondaires non économique et exploitation des essences arrivées à maturité afin de favoriser leur régénération naturelle et augmenter la valeur de ces forêts.

Compte tenu des investissements nécessaires (environ 1,7 milliards de F CFA) il est apparu nécessaire de faire précéder la création de cette société par un Projet pilote (durée 4-5 ans) qui étudierait en micro-réalisation tous les objectifs prévus dans le dossier définitif, à savoir :

- vérification des performances de l'équipement préconisé
- vérification et mise au point des techniques d'exploitation, de transformation, de mise en défens et de reboisement proposés,

- formation des cadres et du personnel spécialisé ;
- étude sociologique des populations limitrophes liée à leur participation dans le programme de protection,
- mise en place d'une recherche d'accompagnement en matière de régénération naturelle et décroissance des essences principales :
- étude du circuitcommercial pour l'écoulement des produits
- établissement d'un cahier des charges de la société.

En fait ce projet-pilote pourra constituer la phase préparatoire de la future Société.

Le Financement du Projet-Pilote fera appel à plusieurs sources :

- Aux Nations Unies pour couvrir les frais d'encadrement du personnel expatrié et la recherche (US 210,000 la première année et US 80,000 les années suivantes).
- Au gouvernement pour couvrir les dépenses de ses cadres, de la maintenance de l'équipement et du personnel affecté à la recherche (Budget annuel de US 50,000 ou 12 millions de F CFA).
- A une source extérieure pour l'acquisition de l'équipement et la fourniture d'un budget d'appui (US 700,000).

Le programme annuel de ce Projet-Pilote prévoit la réalisation de 20 kms de pare-feu, la mise en valeur de 900 ha de forêts avec production de 3 750 m<sup>3</sup> de bois d'oeuvre et 7 900 tonnes de charbon, dont la vente devrait équilibrer le budget de fonctionnement des opérations.



Le Gouvernement et le PNUD recherchent actuellement la source extérieure de financement et pourraient aboutir dans tous les prochains mois.

#### D - PECHE

Le sous secteur de la Pêche constitue un élément important dans le Développement de la Casamance.

##### a) - Les objectifs régionaux sont :

En pêche piroguière, une action d'équipement et de formation pour un coût global de 676 millions dont 359 millions pour la première année du Plan.

##### Eg pêche moderne

- construction du port d'Elinkine
- Equipement en flotte de pêche
- Industries annexes
- Formation et vulgarisation pour un coût global de 3 milliards 790 millions dont 1 milliard 40 millions pour la 1ère année du Plan.

soit au total 15 milliards 658 millions dont 3 817 millions pour la 1ère année du Plan.

#### B - REALISATIONS

Amorce du Projet Pilote d'Elinkine, une équipe canadienne est sur place.

Implantation chaîne de froid.

Les problèmes fonciers sont résolus à Kolda et Elinkine. Le Projet de Kafountine d'une très grande importance économique est lié à la réalisation du tronçon de route Diouloulou-Kafountine (27 km de route et un ouvrage d'art à réaliser)

- L'exploitation des crevettes est un secteur intéressant qui mérite plus d'attention pour la rationalisation, le traitement de la production. L'introduction de nouvelles techniques de culture des crevettes peut être envisagée.

#### F - HYDRAULIQUE RURALE

En 1977/78 ce sous secteur devait assurer les réalisations de la première tranche des constructions de puits et forages puits pour 160 M.

Aucune réalisation n'est enregistrée.

## II SECTEUR SECONDAIRE

Energie      prévision 5 M. pour électrification rurale

- Réalisé - Marsassoum coût
- en attente Thionck-Essyl - Médina Gounasse.

### INDUSTRIE - Mines

Recherche pétrole prévue 1977      200 M.

Extension (s) SEIC      prévision 100 M.

LA SODEZI

Société de Développement Industriel de Ziguinchor.  
Zone Industrielle

- Responsable : SOPEPI
- Le Conseil d'Administration.

Première tranche 1er semestre 1978

- Atelier de construction métallique (SOPEZI)
- Potin ou atelier d'électricité froid plomberie
- Menuiserie - Ebénisterie bois (Bassène)
- Mécanique auto (Moussa SARR) : réalisé

Deuxième tranche : 2ème semestre 1978

- Agence Renault avec spécialiste de la marque (Abdou SADIO)

Troisième tranche 1er semestre 1979

- Atelier de confection
- Atelier d'électricité froid plomberie
- Atelier de réparation (gros camions) et le bâtiment libéré par les Italiens.

Quatrième tranche 2ème semestre 1979

- Début de l'atelier de chantier naval (moteurs marins) dans l'actuel magasin de pièces détachées des Italiens.

Cinquième tranche 1er semestre 1980

- Atelier de mécanique générale entretien.

## c) Financement.

La SOPEPI est chargée de trouver le mode de financement soit par subvention, soit par prêt SOFIDEDIT ou autres, dans les meilleurs délais.

A R T I S A N A TPrévision 1977/1978

Encadrement et perfectionnement 130 M  
 Aménagement et Equipement du Centre 15 M

- Pour la promotion de l'artisanat des préalables s'imposent Encadrement, l'équipement et le perfectionnement des artisans.

Accès des artisans au crédit et aux marchés de l'administration, d'où nécessité de la régionalisation des marchés de produits intéressant directement les régions.

III Secteur tertiaireCommerce Prévision 1977/78

Tourisme : il n'y a pas eu de prévision en 1977/1978

Cependant deux campements touristiques pour un montant de 600 000 sont réalisés et seront inaugurés par le Délégué Général au Tourisme en Novembre 1978.



Deux projets hors plans se réalisant dans la région :

deux hôtels restaurants à Kolda

Plan d'aménagement touristique de la Basse Casamance terminé

Il est à examiner par le CRD de Casamance.

#### IV SECTEUR QUATERNAIRE

##### a) - Habitat

Prévisions 1977/78

Parcelles assainies 80 M

Habitat rural 55 M.

##### Réalisations

La Direction de l'OUILM envisageait le début des travaux pour janvier 1978 pour

70 logements à Ziguinchor

30 Logements à Bignona.

##### b) - Hydraulique urbaine

pas de prévision 77/78

##### Réalisations :

accroissement de 11 % de branchements à Oussouye

" de 20 % à Bignona

de 41 % à Sédhiou

de 31 % à Kolda

de 16 % à Ziguinchor.

La distribution ne satisfait pas les besoins. La demande s'est accrue alors que la production demeure stationnaire.

### C - SANTE

Prévision 1977/1978

Assainissement rural	10 M
action sociale	20 M
créations nouvelles	1 M
Protection sociale	15 M

### D - EDUCATION

Prévision 1977/1978

Enseignement préscolaires	3
Constructions de classes	65
Cantines scolaires	4

### Enseignement professionnel

CRETIF	18
Education surveillée	16
Promotion Humaine	31 M

A PHYSIONOMIEI Education Pré-scolaire

Une école maternelle à Ziguinchor une classe

II Enseignement primaire

	Écoles	classes
Autorisées	362	1 009
Fermées	8	21
PV pour mauvaise fréquentation	0	7
Faute de maîtres	0	0
Autorisation tardive	7	20
Ouverture échelonnée	0	4
Fonctionnement	347	957

III Inseignement Moyen

- CEPC        1
- CES         1
- CEMG CES   4
- CEMT       1

soit 7 Établissements dont 4 sont mixtes. Ce sont les CEMG auxquels sont annexés des classes de CES (Piguona, Kolda, Sédhiou, Velingara).

Les établissements d'enseignements moyens comptent 86 classes allant de la classe de 6<sup>ème</sup> à la classe de 3<sup>ème</sup>.

IV - Enseignement Ménager et social

- CRETE 1
- CETF 6

Certains ne sont pas fréquentés. C'est le cas de Vélingara . Si bien que les investissements ne sont pas rentabilisés.

B - Infrastructures immobilières

1°) - Constructions scolaires : projets et réalisations au cours du IV<sup>o</sup> Plan.

1973/74 : programme de 9 classes sur Budget national complètement réalisé.

1974/75 ; 21 classes dont 15 FED, 6 HCNR (Haut Commissariat National aux Réfugiés).

1975/76 et 1976/1977 : programme unique sur le Budget national de 12 classes dont 10 sont réalisées.

Sur les 957 classes qui fonctionnent, 183 sont des abris provisoires.

Il importe de souligner que le rythme de création et d'extension d'établissements est beaucoup plus accéléré que celui de la mise en place des infrastructures immobilières et même mobilières.

2°) - Batiments administratifs destinés aux services

L'IREP/CAS reste inachevée et ne le serait qu'en 1979/80 pour des travaux se chiffrant à 9 millions, et demi.

Cette situation fait que l'IREP/CAS est l'IDEP/7 cohabitant à l'étroit dans le même bâtiment primitivement destiné à l'IDEP/7.

Les Inspecteurs départementaux de Sédhiou, Kolda, Vélingara et Oussouye logent dans des bâtiments conventionnés à la fois exigus et non fonctionnels.

C - PROJETS ET REALISATIONS DU V° PLAN

- 34 millions sont prévus pour le développement de l'Education pré-scolaire, mais aucune réalisation n'est encore entreprise.
- Au titre de 1977/78 première année du V° Plan, le nombre de classes prévues au IV° FED est connu : il y en a 2° qui ne connaissent pas encore un début de réalisation. Par contre le nombre de classes à construire sur le Budget national est encore non communiqué.
- Un lycée technique est prévu à Kolda - il reste encore en projet.
- La création d'un second lycée d'enseignement général est retenue. Il pourrait être réalisé hors plan. Il resterait seulement à en déterminer la localisation qui pourrait être Bignona.

- Un CEMG sera ouvert à la rentrée d'Octobre 1978 à Oussouye, si toutefois les locaux sont trouvés. (À cet égard une correspondance a été échangée entre le M" et le Préfet du Département.
- deux écoles normales régionales sont prévues en raison de la diversité et de la multiplicité des aires linguistiques de la région : l'une sera réalisée à Kolda, et la seconde dans une localité qui reste à déterminer.
- L'Ecole normale régionale de Kolda est peut-on dire en chantier : les fonds sont trouvés et une équipe de techniciens est passée le 27 Mai 1978 pour procéder à l'implantation
- L'édification à Tiguinchor d'un bloc scientifique desservant les établissements de la ville va démarrer dans les jours à venir. L'entreprise qui en est chargée est déjà sur place.
- Il faut signaler en passant que la construction des locaux devant abriter le CRETEF ne devra plus tarder. Les fonds provenant de l'USAID seraient disponibles depuis 1965, les plans réalisés : il ne resterait plus qu'à trouver un entrepreneur.
- Un CEMG se construit actuellement à Sédhiou sur financement canadien. Il en serait prévu un autre à Bignona toujours sur fonds canadiens dont les travaux vont incessamment démarrer.

#### Jeunesse et Sports

Prévision 1977/78 V° Plan

décision intervenue ensuite pour la réalisation du stade de

Ziguinchor dont la pose de la première pierre a été réalisée par Monsieur le Président de la République en Février 1978. Le Gouvernement a décidé que le stade sera réalisé avant Juin 1979.

Réalisations 77/1978

Travaux d'études pour l'implantation du stade de Ziguinchor  
Éléments au niveau du Ministère.

Information

Prévisions 77/1979 aucune.

Études et recherches

Prévisions 77/1979 1 051 M

Réalisations

Ce secteur est mis en oeuvre par les services centraux des Ministères.

Transports et télécommunications

Prévisions 1977/1978 130 M pistes

- Ponts de Ziguinchor 500 M
- Kolda-Vélingara 400 M
- Ziguinchor-Cap Skirring 200 M
- Balisage 25 M

Réalisations

- en cours pont de Ziguinchor réalisation à 90 %
- Kolda - Vélingara démarrage en novembre 1978
- Ziguinchor - Cap Skirring (ponts en cours) 50 %
- Ziguinchor - Cap Skirring (route démarrage novembre 1978)

Hors plan préfinancement Bignona-S618ty

Première tranche Bignona-Baïla 20 km en cours 30 %

Pistes de production installation chantiers

A. F. T. Liaison herziannes

La capitale régionale de la Casamance est reliée à ses différents départements par des circuits soient bifilaires ou unifilaires. L'entretien de ces artères nécessitent des grands investissements en humain et matériel.

L'Etat des routes, les grandes forêts, les traversées des fleuves et surtout les innombrables feux de brousse rendent les tâches d'entretien plus difficile. C'est pour cela dans la première quinzaine du mois de novembre, le Directeur général des postes et ses techniciens ont sillonné toute la Casamance pour mettre sur pied le projet des télécommunications au V° Plan.

C'est ainsi qu'une liaison de 120 voies entre Ziguinchor-Sédhiou via la station relais de Goadomp qui véhiculera toutes les communications de cette localité. La liaison Ziguinchor-Vélingara aura une capacité de 60 voies, comportera un point de démodulation intermédiaire avec commutation automatique à Kolda ; la liaison Sédhiou-Kolda s'effectuera par la station relais de Saré Kini, celle de Kolda-Vélingara de 60 voies par la station relais de Dabo qui assurera les communications de cet arrondissement.



Les départements Gussouyo et Bignona auront une liaison de 50 voies et seront respectivement reliés au Cap Skirring et Thionck-Essyl par des liaisons Radio à 20 voies. De Thionck-Essyl des villages comme Tendiouck-Kagnobon Karthieck et autres pourront être rattachés par des circuits bifilaires. Diouloulou-Bignona par radio permettra à la Cabine de désenclaver cette zone touristique.

Sindian-Bignona en bifilaire, Bounkiling-Sédhiou et Sédhiou-Tanaff seront résolus par la liaison Radio. Par la route du Sud les communications de Samine-Simbandi Brasseur passeront par Tanaff pour rejoindre Sédhiou. Les communications de Diattacounda, de Simbandi, elles prendront la Station relais de Coudomp. A Médina-Gounasse on aura la possibilité de démoduler et moduler les communications de ce village.

Tous les arrondissements seront rattachés automatiquement au chef lieu de département. Tout ceci n'intéresse que les télécommunications. Les terrains ont été choisis. Pour la partie poste :

Une agence postale sera créée à Simbandi Balante d'ici la fin de l'année. La mise en place très prochaine d'une poste automobile rurale dans le département de Bignona contribue à résoudre très efficacement la desserte postale dans cette zone.

A) Arrondissement de Tandoeck

Diégoûne - Kagnobon - Kartiack - Thionck-Essyl - Tandoeck  
Balinger.

B) Arrondissement de Tenghory

Tobor - Coubalan - MDiadane - Koubanoo - Ouonk - Diéba.

C) Arrondissement de Sindian

Sindian - Kagnarou

D) Arrondissement de Biouloulou

Tendiène - Caparang - Badiana - Djignaky - Rafla - Makhmouda

Le véhicule est déjà acheté et qui est de la  
marque SAVIEM.

## PROJETS LOCAUX ET COMMUNAUX

Le projet intitulé "aide aux femmes de Casamance" plus connu sous le vocable projet USAID, entre dans le cadre de l'assistance que les USA ont voulu apporter aux femmes du milieu rural ; à l'occasion de l'année internationale de la Femme.

### OBJECTIFS

1°) - fournir aux femmes un supplément de gain financier par la mise en oeuvre de petites opérations de développement agricole (maraîchage, aviculture etc...)

2°) - de soulager d'un certain nombre de tâches domestiques pénibles, par l'utilisation de matériels de traitement-post-agricole.

3°) - de leur dispenser une formation élémentaire de base par des méthodes simples, d'alphabétisation, de gestion et d'hygiène.

### Nombre de villages touchés

Département de Bignona 5 villages (Karthiack - Thionck-Essyl  
Aboné - Diana et Kafountine).

Département de Ziguinchor (7 villages : Boulon - Routoute -  
Nyassia - Kaguïtte - Soucoupapayo - Kôria - et Kandialang

Département de Oussouye 2 villages (Loudia Ouoless et OuROUTE

FINANCEMENT : Montant délégué : 170 000 soit environ

	10 800 000 francs
dépensé	<u>27 100 000</u>
reste à dépenser	13 700 000

Travaux réalisés

Département de Bignona : 3 villages sur 5 sont entièrement réalisés : tant du point de vue du fonçage des puits, que du point d'installation des clôtures et de l'exploitation des superficies.

Département de Ziguinchor 6 périmètres sur 7 sont entièrement fonctionnels.

Département de Cussouye 2 périmètres - les travaux de fonçage sont suspendus sur l'un et se poursuivent sur le second.

A ce projet des femmes s'ajoutent ceux

1°) - de singer Diola entièrement financé et réalisé pour un montant de 10 millions au projet d'un groupement de jeunes volontaires, pour l'exploitation d'une bananeraie de 10 ha d'un poulailler collectif et du maraîchage.

L'objectif visé est la lutte contre l'exode rural.

2°) - Dioua et Camaracounda

2 poulaillers collectifs et 1 bananeraie de 1 ha sont financés pour le compte des femmes et 1 bananeraie de 1 ha pour les hommes.

Les travaux sont entièrement réalisés pour un financement de 4 millions.

L'objectif est augmentation de revenu et fixation des jeunes.

### 3°) - Coopérative des Jeunes pêcheurs

Financés pour 4 300 000 Francs. Le matériel est acheté en partie et la mise en place de la coopérative suit son cours normal.

Il existe également projet financé par le Conseil oecuménique des Eglises pour un montant de 20 000 000 destinés à l'achat de décortiqueuses à riz et de concasseurs à palmistes pour deux villages répartis comme suit :

Département de Ziguinchor	2 (Kaguitte - Camaracounda-
Département de Bignona	5 (Tendième, Sindian, Niankite Kabiline, Albadar)
Département de Oussouye	3 (Kagnoutte, Singalène, Boucotte Djienbéring)

OBJECTIF : alléger le travail des femmes et leur permettre d'avoir un revenu supplémentaire.

Tout le matériel est acheté et mis en place dans les villages concernés.

BILAN CAMPAGNE

NARAICHERE 77/78 Janvier - Avril - Mai

Estimations 6 villages

VILLAGES	PRODUCTIONS				
	Tomate	Oignons	Pommes terre	Divers	Total
k	12 T	6 T 044	1 T	1 T	19 T
		8 T	0,331	1 T	12 T
	1 T	3 T	0,500	2 T	12 T
e		2 T			2 T
	1 T	1,5	1	1 T	4,5
ine		12	0,500		4
TAUX	14 T	32,544 T	3 T 300	5 T	53,5



ANNEXES

PROJETS LOCAUX ET COMMUNAUX

I PROJETS LOCAUX

(Voir documents joints.)

II - PROJETS COMMUNAUXRécapitulation

1°) - Commune de Bignona au 31 Décembre 1977

coût : 110 M

Financement acquis : 105 M 307

Règlement : 86 M 707

2°) - Commune de Oussouye

Coût : 2 100

Financement acquis : 2 M 100

Règlement : 2 M 100

Projets (4) nouveaux

réalisation 99 % et 95 % : 47 M

Total : 112 M 100 - 107 M 407 - 82 M 807 - 47 M

3°) - Commune de Kolda

Réalisation : Eclairage des artères principales

confection de bornes pour lotissement

réparation maison des Jeunes.



PROJETS POUR LA REALISATION DE GROSSES  
OPERATIONS D'INVESTISSEMENT DE LA COMMUNE  
DE ZIGUINCHOR.

----- oOo -----

- 1° / Construction d'une gare Routière
- 2° /    "-            d'un Hotel de Ville
- 3° /    "-            d'une piscine Olympique
- 4° /    "-            d'un Restaurant ( Type LAGON)
- 5° / Travaux d'Assainissement
- 6° / Bitumage de 60 Km de rue (des quartiers Tilène, Peyrissac, Nièfoulène et Kandé
- 7° / Adduction d'eau dans tous les quartiers lotis
- 8° / Eclairage des rues, Boulevards, Places et Jardins dans les quartiers lotis.
- 9° / Aménagement et équipement des squares et Jardins.

Pour tous ces projets dont la plupart sont en étude ( ce qui fait que nous ne pouvons actuellement les chiffrés ) la Commune de Ziguinchor entend :

-d'une part solliciter l'aide de l'Etat, notamment par recours aux fonds d'Equipement des collectivités locales.

-d'autre part de procéder à un emprunt tout en sollicitant l'aval de l'Etat.

SITUATION DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT  
GESTION 1977 - 1978.

-----oOo-----

Chap. Art.	Désignation	Prévisions budgétaire	réalisation effect. Mon- tant	obser- tion
01-I-2100	Aménagement équipement hôtel de Ville.....			
01/2-3012	Grosses réparations bâtiment administratif(logement secrétaire Général et réfection du dispen- saire Colette SENGHOR.....	9.500.000	7.773.362	
2-1-0100	Equipement atelier et garage(achat transformation soudage).....	900.000	750.557	
1006	Construction ponts passerelles et passage souterrains(pont de Boudodi).....	1.000.000	220.000	
2103	Aménagement chaussées et voies publiques.....	2.040.237	1.992.805	
2134	Construction de fosses pour ENTRETIEN véhicules.....	2.000.000	1.728.350	
8003	Acquisition matériel de Voirie (achat épandeuse de goudron)..	1.000.000	-	
0109	Signalisation ordinaires.....	3.300.000	3.012.000	
2110	Aménagement squares et jardins (dont un marché de 4.997.463 en instance d'approbation)....	1.000.000	186.912	
2111	Aménagement d'un pont et passage souterrains.....	11.200.000	9.230.240	
3-2200	Réalisation plan directeur	1.000.000	1.000.000	
2201	-d- plan d'urbanisme(ouver- ture rues dans les quartiers lotis.....	2.000.000	-	
1-1018	Construction de souks et échoppes au marché St.Maur.....	27.000.000	26.021.720	
1020	Construction de restaurant (type Lagon).....	3.000.000	2.995.560	
3030	Grosses réparations halles et marchés.....	7.000.000	-	
1-1029	Construction pouponnière et Gar- derie d'enfants.....	700.000	699.798	
2-1108	Equipement socio culturel-achat Instrument de musique)....	1.200.000	-	
8003	Achat de balances.....	3.500.000	3.470.000	
8201	Acquisition engins et matériel lourd.....	1.000.000	348.400	
	-d- -d-	7.500.000	-	
		31.075.500	31.075.500	
		116.915.737	90.506.204	



Ce rapide bilan de l'exécution du V<sup>e</sup> Plan régional de Casamance permet de dire que nos grands secteurs sont en mouvement.

Ce mouvement est le fruit d'efforts constants de la part des pouvoirs publics et des agents économiques.

Mais il souligne aussi la faiblesse des infrastructures régionales pour le contrôle et le suivi de l'exécution du Plan.

Il y a vingt jours, le séminaire présidé par le Ministre d'Etat chargé de l'Intérieur mettait l'accent sur les besoins en ressources humaines et en moyens matériels pour assurer la réforme de l'Administration territoriale et locale dont nos populations attendent beaucoup.

Les données de base pour suivre les projets font cruellement défaut au niveau de la région. Après le dialogue de l'élaboration érigé en système par le IV<sup>e</sup> Plan, nous souhaitons l'instauration d'un circuit permanent d'échange d'informations si nécessaires à la connaissance et à la maîtrise de l'exécution.

Notre plan a déjà mis l'accent sur certaines disparités fondamentales qu'il faut corriger comme le prescrit le Chef de l'Etat pour faciliter aux régions la maîtrise des projets.

C'est le déséquilibre dans la distribution des personnels de tous niveaux.

C'est le réaménagement des niveaux et centres de décision. C'est la responsabilisation économique et financière.

"Il faut poursuivre le mouvement pour l'égalisation progressive des niveaux de vie entre citadins et ruraux".

Et la troisième orientation du Chef de l'Etat précise que "les plans régionaux soient plus étroitement régionalisés, personnalisés c'est à dire mieux adaptés aux potentialités comme aux handicaps de chaque région".

Pour cela, il faut alléger la pression déterminante des centres de décision en déconcentrant le pouvoir de décision suivant les niveaux - en décentralisant même pour substituer la tutelle au pouvoir hiérarchique dans certains cas.

C'est ce qui empêchera que l'erreur d'un chef de service central soit plus durement ressentie par les régions les plus fragiles et que les lenteurs et lourdeurs uniformes au départ, ne pénalisent en définitive les plus mal équipés.

Au moment où notre région va entrer dans la réforme, c'est avec beaucoup d'espoir et de conviction que nos populations entendent manier l'outil admirable de leur libération; l'exercice de la responsabilité de gérer leurs propres affaires.



Et le Chef de l'Etat concluait ainsi, parlant de ces disparités le Lundi 18 Avril 1978 au Conseil Economique et Social je cite :

"Il reste que nous devons en être conscient, notre développement économique et social ne revêtira un caractère irréversible que s'il concerne, de manière égale, l'ensemble des régions".

"Dans l'immédiat, c'est la situation du monde rural, durement frappé par la sécheresse qui retiendra toute notre attention. A plus long terme, c'est encore, et toujours de l'amélioration du pouvoir d'achat des paysans, comme des ouvriers et artisans que dépendront l'essor de notre industrie et le dynamisme de nos activités de commerce et de services. C'est sans doute dans cette voie que nous vous êtes engagés Monsieur le Premier Ministre, vous et votre Gouvernement pour intensifier votre effort en faveur des régions de l'intérieur aux sein desquelles la Casamance occupe une place déterminante.

CONCLUSIONS

-----

RECOMMENDATIONS

-----

## R E C O M M A N D A T I O N S

- Confirmation et renforcement de la régionalisation du Plan par une plus grande décentralisation.
- de la conception
- de l'exécution
- du suivi
- du contrôle de l'exécution
- *Environ plus grande*  
- Déconcentration des ressources humaines (personnel de niveau supérieur et des ressources financières).

Dans la perspective de la réforme de l'administration locale.

- priorité pour la mise en place des moyens matériels et financiers.
- renforcement des moyens des CER.

### 1°) - Secteur primaire

Réaffirmation de l'autorité de la SOMIVAC dans sa fonction de Société régionale de développement de la Casamance.

- *Accélération*  
- Allègement des procédures de mobilisation des crédits de paiement et des contre-parties dans les projets PRS - PIDAC SODAGRI.



- Accélération de la réalisation des projets d'Elinkine et de Kafountine
- Rationalisation de l'exploitation de la crevette
- Essai de culture d'espèces améliorées de crevettes
- Prorogation du Projet Canadien d'amélioration et d'exploitation des forêts de Casamance pour deux ans.
- *Etude du meilleur système possible*  
- ~~Création de la Société de Mise en Valeur des Projets Forestiers.~~
- *Développement de l'étude de possibilités de*  
- Prise en charge de la commercialisation des produits maraîchers par l'ONCAD (pomme de terre et oignon)

## II Secteur secondaire

- Extension de la SEIC
  - Electrification du Pont de Ziguinchor
  - Electrification de Thionck-Essyl, de Médina Gounasse et de Adéane
  - *avoir l'ontin de étude de décentralisation industrielle aux fins de le Communisme à partir de ses matériels prêts*
- ## III Secteur tertiaire

### Désenclavement

Réalisation prioritaire des routes Kolda-Vélingara-Tambacounda

- élargissement du tronçon de la trans-gambienne 100 km de Sénéba à l'intersection de la route de Marsassoum
- réalisation des bretelles

Diaroumé - Sédhio - Diaroumé - Diana Kolda

Bignona - Marsassoum - Sédhio.

Route Diouloulou - Kafountine (Pêche) 25 km

- déplacement de l'Aéroport de Ziguinchor.



#### IV Secteur quaternaire

Habitat : accélérer les constructions des ~~101~~ logements  
OHLN de Ziguinchor et de Bignona.

- application en Casamance de la politique des parcelles assainies.

- Réalisation de lotissements simples à Ziguinchor,  
Bignona et Sédhiou

- Réalisation de schémas d'orientation de centres  
urbains de développement.

#### Education

Accélérer la construction des Ecoles Normales et du Centre  
d'Enseignement Technique Féminin de Ziguinchor.

Achèvement des travaux de l'Inspection régionale de l'Enseignement Primaire.

#### Jeunesse et Sports

Confirmation de la réalisation du stade  
omnisports de Ziguinchor dans les délais ~~pres~~ les meilleures.



